

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NICOLLIN SAS – déchetterie de La Madeleine

301 Rue du Président Pompidou
59110 LA MADELEINE

Référence : inspection du 25/11/2022
Code AIOT : 0007004491

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement NICOLLIN SAS déchetterie de La Madeleine implanté 301 Rue du Président Pompidou 59110 LA MADELEINE. L'inspection a été annoncée le 26/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICOLLIN SAS – déchetterie de La Madeleine
- 301 Rue du Président Pompidou 59110 LA MADELEINE
- Code AIOT : 0007004491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La société NICOLLIN SAS, implantée à Marquette Lez Lille, a repris depuis le 1er janvier 2022, l'exploitation de 6 déchetteries de la MEL (Halluin, La Madeleine, Mons, Roubaix, Tourcoing et Quesnoy sur Deule). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non dangereux sur son site situé rue de la Lys à Halluin. L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des

administrations et des services municipaux des communes de MEL.

Les déchets admis sur le site par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont de type :

- « monstre » : (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc) ;
- déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;
- papier, carton, verre, bois, plastique, métaux ;
- déchets ménagers " spéciaux " : huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, acides ou bases, peintures, etc ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Ces déchets sont aujourd'hui distingués comme dangereux ou non dangereux.

Le site est ouvert tous les jours à l'exception du 1er mai, 25 et 31 décembre avec des horaires adaptés .

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11 février 2010 complété par l'APC du 8 janvier 2014. Il est soumis à autorisation pour la rubrique 2710-1 « installation de collecte de déchets dangereux supérieure à 7 tonnes » et à enregistrement pour la rubrique 2710-2 « installation de collecte de déchets non dangereux supérieure ou égale à 300m² et inférieure à 600m² ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent

- aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de secours contre l'incendie	AP Complémentaire du 08/01/2014, article 7.7.4	/	Sans objet
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.7.2	/	Sans objet
3	Consignes de Sécurité	Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.7.5	/	Sans objet
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.3.3	/	Sans objet
5	permis de feu	Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.4.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées le jour de l'inspection sont respectées. Suite à la reprise du site au 1er janvier 2022, des observations ont été réalisées sur le suivi des contrôles réglementaires et sur la mise en place définitive d'affichage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/01/2014, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, ressources en eau et mousse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">- un hydrant pouvant fournir 120 m³/h pendant 2h. Ce débit devra être vérifié tous les ans. L'hydrant se situe à moins de 125m de l'entrée du site.- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des réserves de produits absorbants convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p> <p>Constats : Suite à reprise de l'exploitation de la déchetterie d'Halluin, l'exploitant a mis en place des extincteurs neufs sur l'ensemble du site et a procédé au contrôle de ces extincteurs en date du 20/07/2022 (rapport n°1166047-1) par la société LST LEBOULANGER SECURITE à Hazebrouck.</p> <p>Les 6 extincteurs à eau, les 3 extincteurs à poudre et l'extincteur à CO₂ étaient en bon état. Les étiquettes présentes sur les extincteurs étaient correctement renseignées pour les 2 extincteurs situés face au compacteur, vus le jour de l'Inspection.</p> <p>La surveillance des moyens d'extincteurs est programmée annuellement.</p> <p>SICLI a réalisé la vérification du poteau incendie le 3 juillet 2021. Le débit mesuré est de 150m³/h pendant 2 heures. Il est situé à 120 mètres de l'entrée de la déchetterie. L'exploitant a envoyé le bon de commande de la vérification du débit le 25 novembre 2022 par mail. La mesure sera réalisée le 9 décembre 2022.</p> <p>La réserve de produit absorbant n'était pas suffisante (100 litres au minimum) au local DDS lors de la visite d'inspection. Il restait juste un fond de sac. L'exploitant a fait procéder à la mise en place de la quantité nécessaire sous forme de sacs le jour de l'inspection.</p> <p>Observations : Observation n°1 : l'inspection rappelle que le débit du poteau incendie doit être vérifié annuellement.</p> <p>Observation n°2 : l'exploitant devra veiller en continu au respect du stock de produits absorbants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et répartition
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais</p>

périodiques de ces matériels.
Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les extincteurs sont repérés à côté des bennes, accessibles en toutes circonstances sur l'ensemble du site. Le jour de l'inspection, ceux-ci étaient numérotés et l'extincteur n°3 a été vérifié. Les contrôles réalisés par la société LST ne sont pas notés dans le nouveau registre présent dans le local gardien.
Observations : Observation n°3 : le registre de sécurité doit être rempli à chaque intervention par les prestataires extérieurs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Consignes de Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</p> <p>les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,</p> <p>la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats : Le plan interne et ses annexes précisent ces éléments à l'exception du plan précis des risques spécifiques. Les anciennes consignes spécifiques sont encore affichées pour les risques spécifiques dans le local DDS.</p> <p>Les fiches réflexes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « consignes en cas d'accident » - « consignes en cas d'incendie » et « consignes en cas d'incendie dans le local DDS » <p>sont disponibles au local gardien.</p> <p>La procédure ne détaille pas les modalités d'évacuation des eaux suite à l'utilisation de la vanne d'obturation. Le jour de l'inspection, la localisation de la vanne était connue de la part du</p>

personnel en place. Aucun exercice n'a été réalisé depuis la reprise de la déchetterie en janvier 2022. Un exercice est programmé dans les mois à venir.
Observations : Observation n°4 : l'exploitant devra compléter sa procédure incident en reprenant la localisation précise de la vanne d'obturation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, vérification
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Constats : Suite à reprise de l'exploitation d'une partie des déchetteries de la MEL, la dernière vérification de la conformité des installations et matériel électriques sur la déchetterie de La Madeleine a été réalisée le 04/04/2022 (rapport du 25/05/2022 n°25200/22/6862) et planifié en avril 2023 par la société SOCOTEC et par le responsable QSE. Le rapport ne fait pas apparaître de non conformité..</p> <p>L'exploitant a précisé la mise en place du service maintenance interne qui assure la réalisation des travaux pour lesquels les techniciens sont habilités. L'intervention de prestataires extérieurs est demandée pour les autres missions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2010, article 7.4.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, contenu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu.</p> <p>Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignés. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu.</p> <p>Le permis rappelle notamment :</p>

<p>les motivations ayant conduit à sa délivrance, la durée de validité, la nature des dangers, le type de matériel pouvant être utilisé, les mesures de prévention à prendre, notamment les vérifications d'atmosphère, les risques d'incendie et d'explosion, la mise en sécurité des installations, les moyens de protection à mettre en œuvre notamment les protections individuelles, les moyens de lutte (incendie, etc.) mis à la disposition du personnel effectuant les travaux.</p> <p>Tous les travaux ou interventions sont précédés, immédiatement avant leur commencement, d'une visite sur les lieux destinée à vérifier le respect des conditions prédéfinies. A l'issue des travaux, une réception est réalisée pour vérifier leur bonne exécution et l'évacuation du matériel de chantier : la disposition des installations en configuration normale est vérifiée et attestée.</p> <p>Certaines interventions prédéfinies, relevant de la maintenance simple et réalisée par le personnel de l'établissement peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée.</p> <p>Les entreprises de sous-traitance ou de services extérieures à l'établissement n'interviennent pour tout travaux ou intervention qu'après avoir obtenu une habilitation de l'établissement. L'habilitation d'une entreprise comprend des critères d'acceptation, des critères de révocation, et des contrôles réalisés par l'établissement.</p> <p>En outre, dans le cas d'intervention sur des équipements importants pour la sécurité, l'exploitant s'assure : en préalable aux travaux, que ceux-ci, combinés aux mesures palliatives prévues, n'affectent pas la sécurité des installations, à l'issue des travaux, que la fonction de sécurité assurée par lesdits éléments est intégralement restaurée.</p> <p>Constats : Aucun permis de feu n'a pu être présenté lors de l'inspection. Le document vierge utilisé par le groupe NICOLLIN a été fourni par l'exploitant.</p> <p>La visite de contrôle après travaux est précisée dans la partie « surveillance de sécurité de la fiche » .</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet